19 juin 2020

 **Juristes pour l’enfance
23 rue Royale - 69001 Lyon (France)
contact@juristespourlenfance.com
https://www.juristespourlenfance.com

Statut consultatif spécial ECOSOC (depuis 2016)**

**Réponse à l’appel à contribution**

**Protéger les droits humains durant et après la Covid-19**

Rapporteur spécial sur la vente et l'exploitation sexuelle des enfants

**Juristes pour l’enfance est une association Loi 1901 créée en 2008, poursuivant la défense des droits des enfants, dans tous les domaines et par tous moyens de droit et, en particulier, les** droits de l’enfant tels que définis par la Convention internationale des droits de l’enfant (CIDE).

**Elle dispose depuis 2016 du statut consultatif spécial ECOSOC.**

**Le présent rapport souhaite alerter le Rapporteur spécial sur la vente et l’exploitation sexuelle des enfants de l’ONU sur la situation des enfants nés de GPA pendant la crise de la Covid-19.**

**\_**

***4 487 mots***

Sommaire

[**QUESTION 1 : Les impacts de la crise Covid-19 :** une aggravation de la situation des enfants nés de gestations pour autrui (GPA) 3](#_Toc43312616)

[(i) La GPA commerciale traite les enfants comme des objets marchands 3](#_Toc43312617)

[(II) A cause de la Covid-19, les nouveau-nés sont « stockés » en attendant leur livraison 3](#_Toc43312618)

[L’avis de Juristes pour l’enfance 4](#_Toc43312619)

[**QUESTION 2 : Les mesures mises en place dans les Etats :** des politiques en faveur des clients et ignorant l’intêret des enfants 4](#_Toc43312620)

[(i) Les mesures des Etats clients de GPA internationales 4](#_Toc43312621)

[(ii) Les mesures des Etats producteurs de GPA internationales 5](#_Toc43312622)

[L’avis de Juristes pour l’enfance 5](#_Toc43312623)

[**QUESTION 3 : Recueillir les données des atteintes aux enfants :** les intermédiaires marchands comme fournisseurs des données les plus fiables 6](#_Toc43312624)

[i) 1000+ enfants nés de GPA bloqués pour cause de Covid-19 en Ukraine, Géorgie et Russie 6](#_Toc43312625)

[ii) 10 000+ tentatives de GPA aux Etats-Unis annuellement avant la crise de la Covid-19 6](#_Toc43312626)

[iii) Un marché estimé de 50 000+ enfants / an 6](#_Toc43312627)

[L’avis de Juristes pour l’enfance 7](#_Toc43312628)

[**QUESTION 4 : Accès à la santé, à l’éducation, aide juridique :** la GPA, une situation à risque pour l’enfant sur le plan sanitaire et juridique 7](#_Toc43312629)

[(I) Toute GPA expose l’enfant à d’importants risques sanitaires et la Covid aggrave la situation 7](#_Toc43312630)

[(II) Les enfants nes de GPA exclus de tout cadre protecteur, comme celui de l’adoption 8](#_Toc43312631)

[L’avis de Juristes pour l’enfance 8](#_Toc43312632)

[**QUESTION 5 : Quelles solutions mettre en place ? :** La société civile internationale et son appel à interdire la GPA 9](#_Toc43312633)

[L’avis de Juristes pour l’enfance 9](#_Toc43312634)

[**QUESTION 6 : Des cadres juridiques défaillants**: l’interdit de la GPA comme seule mesure efficace pour protéger l’enfant 10](#_Toc43312635)

[I) L’impossible régulation de la GPA commerciale amplifie les atteintes aux droits des enfants 10](#_Toc43312636)

[II) Le glissement vers la GPA commerciale au Canada et au Royaume-Uni 11](#_Toc43312637)

[L’avis de Juristes pour l’enfance 11](#_Toc43312638)

[**QUESTION 7 : Plan d’action en période de Covid-19 :** l’absence de politique – avant ou pendant la Covid-19 – en faveur des enfants nés de GPA 11](#_Toc43312639)

[L’avis de Juristes pour l’enfance 12](#_Toc43312640)

## **QUESTION 1 : Les impacts de la crise Covid-19 :** une aggravation de la situation des enfants nés de gestations pour autrui (GPA)

#### La GPA commerciale traite les enfants comme des objets marchands

Comme votre *Rapporteur spécial* l’a constaté, la GPA commerciale répond aux trois critères de la vente d’enfants : paiement, transfert de l’enfant et échange de l’enfant contre argent[[1]](#footnote-1). Votre *Rapporteur spécial* observe pourtant qu’il n’y a pas de « *droit à avoir un enfant* » car l’enfant n’est « *ni un bien ni un service qu’un Etat peut garantir ou fournir, mais un être humain doté de droits* »[[2]](#footnote-2). La GPA méconnaît ainsi l’intérêt supérieur de l’enfant tout comme son statut de sujet de droit.

Le tourisme procréatif de la GPA joue sur les différences de cadre légal et sur les écarts de salaire entre pays. Les clients proviennent principalement des pays développés (Etats-Unis, Australie, Chine, Europe), tandis que les mères porteuses proviennent de pays en voie de développement ou en guerre (Ukraine, Géorgie, Thaïlande, Russie, Inde), à l’exception d’une offre premium bien plus chère aux Etats-Unis[[3]](#footnote-3). En Ukraine les prix de la GPA débutent à 30 000+ € / nouveau-né[[4]](#footnote-4), alors qu’il faut compter plus de 100 000+ $ / nouveau-né aux Etats-Unis[[5]](#footnote-5). Des comparateurs en lignes orientent les clients vers les différents pays et cliniques de GPA en fonction des prestations attendues[[6]](#footnote-6).

As your Special Rapporteur has found, commercial surrogacy meets the three criteria of the sale of children: payment, transfer of the child and exchange of the child for money. Your Special Rapporteur observes, however, that there is no “right to have a child” because the child is “neither a good nor a service that a State can guarantee or provide, but a human being endowed with rights ”. Surrogacy thus ignores the best interests of the child as well as his status as a subject of law.

Surrogacy procreative tourism plays on the differences in the legal framework and on the wage differences between countries. Clients mainly come from developed countries (United States, Australia, China, Europe), while surrogates come from developing countries or countries at war (Ukraine, Georgia, Thailand, Russia, India), except a much more expensive premium offer in the United States. In Ukraine, surrogacy prices start at € 30,000+ / newborn, while it costs over $ 100,000+ / newborn in the United States. Online comparators direct clients to the different countries and GPA clinics according to the expected services.

#### A cause de la Covid-19, les nouveau-nés sont « stockés » en attendant leur livraison

La GPA internationale fonctionne normalement à flux tendu : les enfants sont récupérés par les commanditaires dès la naissance. Cette situation est voulue pour éviter un attachement supplémentaire entre la mère porteuse et le nouveau-né. La fermeture des frontières a donc désorganisé le secteur, les clients ne pouvant plus « récupérer » les enfants à la naissance alors que les grossesses sont en cours[[7]](#footnote-7).

Un « stockage » des enfants a été mis en place en urgence, avec deux stratégies :

(a) **L’enfant gardé par la mère porteuse :** il conserve le lien qui l’unit depuis la grossesse à sa mère porteuse et reste dans un environnement familier. Cette solution a été adoptée aux Etats-Unis[[8]](#footnote-8) et dans certains cas en Ukraine[[9]](#footnote-9). Pour les clients de GPA, cette solution n’est pas satisfaisante car les liens mutuels entre la mère porteuse et l’enfant se sont renforcés. De plus, il s’est agi parfois d’une solution imposée à la mère porteuse, ce qui entraînait nécessairement des répercussions négatives pour l’enfant.

(b) **L’enfant pris en charge par les intermédiaires marchands**, via des solutions de babysitting. Cette solution a été appliquée en Ukraine[[10]](#footnote-10) et en Géorgie[[11]](#footnote-11). La clinique ukrainienne BioTexCom a publié une vidéo montrant une cinquantaine de nouveau-nés rassemblés dans le hall d’un hôtel[[12]](#footnote-12). Cette vidéo rappelle les « baby-farms » en Thaïlande évoquées par votre *Rapporteur Spécial*[[13]](#footnote-13)*.*

International surrogacy normally works just in time: children are picked up by sponsors from birth. This situation is intended to avoid an additional attachment between the surrogate mother and the newborn. The closure of the borders has therefore disorganized the sector, with clients no longer able to “pick up” children at birth while pregnancies are in progress.

An emergency "storage" of children was put in place, with two strategies:

(a) The child cared for by the surrogate mother: he retains the bond that unites him since pregnancy to his surrogate mother and remains in a familiar environment. This solution has been adopted in the United States and in some cases in Ukraine. For surrogacy clients, this solution is not satisfactory because the mutual bonds between surrogate mother and child have strengthened. In addition, this was sometimes a solution imposed on the surrogate mother, which necessarily had negative repercussions for the child.

(b) The child taken care of by merchant intermediaries, via babysitting solutions. This solution has been applied in Ukraine and Georgia. Ukrainian clinic BioTexCom released a video showing around 50 newborns gathered in a hotel lobby. This video recalls the “baby-farms” in Thailand mentioned by your Special Rapporteur.

#### L’avis de Juristes pour l’enfance

1. La crise de la Covid-19 a rendu visible la réification systématique des enfants nés de GPA. Nous invitons le *Rapporteur spécial* à dénoncer la GPA au nom de l’interdit de la vente d’enfants.

## **QUESTION 2 : Les mesures mises en place dans les Etats :** des politiques en faveur des clients et ignorant l’intêret des enfants

#### Les mesures des Etats clients de GPA internationales

Les couples commanditaires de GPA internationales ont interpellé les Etats dont ils sont ressortissants à partir d’avril 2020. En effet, dans un contexte de fermeture des frontières, l’accès à un pays étranger nécessite l’obtention d’un laissez-passer[[14]](#footnote-14).

Durant la crise sanitaire, le régime appliqué aux situations de GPA s’est calqué généralement sur celui appliqué aux procédures de réunification familiale ou d’adoption, i.e. la suspension des procédures pour les non-résidents de l’Etat (notamment en France[[15]](#footnote-15) [[16]](#footnote-16)). Les autorités ont aussi pu publier des communiqués rappelant la recommandation de ne pas procéder à des GPA internationales en Ukraine (pour l’Espagne[[17]](#footnote-17)).

Dans la plupart des pays, les couples se sont adressés aux affaires étrangères de leur pays et de celui où la GPA a lieu, aboutissant parfois à leur admission sur les territoires concernés (transit en voiture ou avion par un pays aux frontières restées ouvertes[[18]](#footnote-18) et/ou solutions diplomatiques informelles[[19]](#footnote-19)).

**L’action des Etats dont les ressortissants sont clients de GPA internationales s’est donc centrée sur les couples clients, et non sur l’intérêt des enfants.**

The sponsoring couples of international surrogacy have appealed to the states of which they are nationals from April 2020. Indeed, in a context of closed borders, access to a foreign country requires obtaining a laissez-passer.

During the health crisis, the regime applied to surrogacy situations was generally modeled on that applied to family reunification or adoption procedures, i.e. the suspension of procedures for non-residents of the State (particularly in France). The authorities were also able to issue press releases recalling the recommendation not to proceed with international surrogacy in Ukraine (for Spain).

In most countries, couples have applied to the foreign affairs of their country and that where surrogacy takes place, sometimes leading to their admission to the territories concerned (transit by car or plane through a country with borders that remain open and / or informal diplomatic solutions).

**The action of states whose nationals are clients of international surrogacy therefore focused on client couples, and not on the best interests of the children.**

**QUESTION 1: THE IMPACTS OF THE COVID-19 CRISIS: AN AGGRAVATION OF THE SITUATION OF CHILDREN BORN OF GESTATIONS FOR OTHERS (GPA)**

**(I) COMMERCIAL GPA TREATS CHILDREN LIKE GOODS**

**As your Special Rapporteur has noted, commercial GPA meets the three criteria for the sale of children: payment, transfer of the child and exchange of the child for money. Your Special Rapporteur observes, however, that there is no "right to have a child" because the child is "neither a good nor a service that a State can guarantee or provide, but a human being endowed with rights ”. The GPA thus ignores the best interests of the child as well as its status as a subject of law.**

**The GPA's reproductive tourism plays on the differences in legal framework and on the salary differences between countries. Customers mainly come from developed countries (United States, Australia, China, Europe), while surrogate mothers come from developing countries or countries at war (Ukraine, Georgia, Thailand, Russia, India), with the exception of a much more expensive premium offer in the United States. In Ukraine, GPA prices start at 30,000+ € / newborn, while there are more than 100,000+ $ / newborn in the United States. Online comparators direct clients to different countries and GPA clinics according to the expected services.**

**(II) BECAUSE OF COVID-19, THE NEWBORNS ARE "STOCKED" PENDING THEIR DELIVERY**

**International surrogacy works normally on a just-in-time basis: children are picked up by sponsors from birth. This is intended to avoid additional attachment between the surrogate mother and the newborn. The closing of the borders has therefore disorganized the sector, since clients can no longer "pick up" children at birth while pregnancies are in progress.**

**A “storage” of children has been set up as a matter of urgency, with two strategies:**

**(a) The child cared for by the surrogate mother: he keeps the bond which unites him since the pregnancy to his surrogate mother and stays in a familiar environment. This solution has been adopted in the United States and in some cases in Ukraine. For GPA clients, this solution is not satisfactory because the mutual bonds between the surrogate mother and the child have been strengthened. In addition, it was sometimes a solution imposed on the surrogate mother, which necessarily had negative repercussions for the child.**

**(b) The child cared for by merchant intermediaries, via babysitting solutions. This solution has been applied in Ukraine and Georgia. The Ukrainian clinic BioTexCom has released a video showing some 50 newborn babies gathered in the lobby of a hotel. This video recalls the “baby-farms” in Thailand mentioned by your Special Rapporteur.**

**THE ADVICE OF CHILDHOOD JURISTS**

**1. The Covid-19 crisis made visible the systematic reification of children born from GPA. We invite the Special Rapporteur to denounce surrogacy in the name of the ban on the sale of children.**

**QUESTION 2: THE MEASURES IMPLEMENTED IN THE STATES: POLICIES IN FAVOR OF CUSTOMERS AND IGNORING THE INTEREST OF CHILDREN**

**(I) MEASUREMENTS OF INTERNATIONAL GPA CLIENT STATES**

**Couples who are sponsors of international GPA have arrested the states of which they are nationals from April 2020. Indeed, in a context of border closures, access to a foreign country requires obtaining a pass.**

**During the health crisis, the regime applied to surrogacy situations was generally modeled on that applied to family reunification or adoption procedures, i.e. the suspension of procedures for non-residents of the State (especially in France). The authorities were also able to issue press releases recalling the recommendation not to carry out international surgeries in Ukraine (for Spain).**

**In most countries, couples have addressed the foreign affairs of their country and that where the GPA takes place, sometimes leading to their admission to the territories concerned (transit by car or plane through a country with the borders remained open and / or informal diplomatic solutions).**

**The action of States whose nationals are clients of international surrogates has therefore focused on client couples, and not on the interests of children.**

#### Les mesures des Etats producteurs de GPA internationales

Du côté des Etats producteurs, les réactions étaient plus ambivalentes :

(a) **Les clients de GPA ont pu entrer sur le territoire** de certains pays producteurs profitant d’une interprétation extensive du concept de famille. Aux Etats-Unis, le décret présidentiel du 17 mars 2020 permet à tout étranger non-résident, parent ou le tuteur légal d'un citoyen américain, de se déplacer en dépit de l’interdiction de voyager[[20]](#footnote-20). Selon les Etats[[21]](#footnote-21), la filiation de l’enfant à l’égard des commanditaires est établie avant ou après la naissance. Cependant dans la majorité des cas, il semble que les clients de GPA ont été en mesure d’entrer dans l’Etat où la GPA a eu lieu.

Au Canada, l’interdiction de voyager pose une exception pour les proches immédiats d’un citoyen canadien. L’enfant naissant au Canada se voit accorder la nationalité canadienne, et les commanditaires ont généralement pu entrer dans ce pays[[22]](#footnote-22).

(b) **D’autres pays, comme l’Ukraine, ont maintenu l’interdiction de déplacement** à l’égard des couples commanditaires étrangers, notamment parce que le lien de filiation avec les clients de GPA est créé après la naissance. La pression des couples étrangers, de médias et de cliniques, ainsi que l’intervention de la défenseuse des droits Lyudmila Denisova a conduit à l’admission progressive sur le territoire des couples étrangers[[23]](#footnote-23).

**En revanche, aucune mesure n’a été mise en place par les Etats producteurs de GPA internationales pour assurer la sécurité ou les soins des enfants nouveau-nés.**

On the side of the producer states, the reactions were more ambivalent:

(a) GPA customers have been able to enter the territory of certain producing countries benefiting from an extensive interpretation of the concept of family. In the United States, the presidential decree of March 17, 2020 allows any non-resident alien, parent or legal guardian of a United States citizen, to travel despite the travel ban. Depending on the state, the filiation of the child with respect to the sponsors is established before or after birth. However in the majority of cases, it appears that surrogacy clients were able to enter the state where surrogacy took place.

In Canada, the travel ban is an exception for immediate relatives of a Canadian citizen. A child born in Canada is granted Canadian citizenship, and sponsors have generally been able to enter this country.

(b) Other countries, such as Ukraine, have maintained the travel ban for foreign sponsor couples, in particular because the parentage bond with surrogate clients is created after birth. Pressure from foreign couples, media and clinics, as well as the intervention of human rights defender Lyudmila Denisova led to the gradual admission to the territory of foreign couples.

**On the other hand, no measures have been put in place by international surrogacy producer states to ensure the safety or care of newborn children.**

#### L’avis de Juristes pour l’enfance

1. Juristes pour l’enfance déplore qu’aucun Etat - dont les ressortissants étaient clients ou producteurs de GPA – ne s’est assuré de la sécurité et de la santé des enfants nés de GPA pendant la période de Covid. Nous invitons le *Rapporteur spécial* à demander aux Etats d’assumer leur responsabilité à l’égard des enfants nés de GPA et à ne pas les abandonner aux intermédiaires marchands.

II) MEASURES OF INTERNATIONAL GPA PRODUCING STATES

On the side of the producing States, the reactions were more ambivalent:

(a) GPA customers were able to enter the territory of certain producer countries, benefiting from an extensive interpretation of the concept of family. In the United States, the presidential decree of March 17, 2020 allows any non-resident foreigner, parent or legal guardian of an American citizen, to travel despite the travel ban. According to the States, the parentage of the child towards the sponsors is established before or after the birth. In the majority of cases, however, it appears that GPA clients have been able to enter the state where the GPA took place.

In Canada, the travel ban is an exception for the immediate relatives of a Canadian citizen. The child born in Canada is granted Canadian nationality, and sponsors have generally been able to enter that country.

(b) Other countries, such as Ukraine, have maintained the travel ban on foreign sponsor couples, in part because the parentage with GPA clients is created after birth. Pressure from foreign couples, media and clinics, as well as the intervention of human rights defender Lyudmila Denisova has led to the gradual admission of foreign couples to the territory.

On the other hand, no measure has been put in place by international surrogate producer states to ensure the safety or care of newborn children.

THE ADVICE OF CHILDHOOD JURISTS

2. Child Legal Experts regrets that no state - whose nationals were clients or producers of surrogacy - has ensured the safety and health of children born of surrogacy during the Covid period. We invite the Special Rapporteur to ask States to assume their responsibility for children born in surrogacy and not to abandon them to market intermediaries.

## **QUESTION 3 : Recueillir les données des atteintes aux enfants :** les intermédiaires marchands comme fournisseurs des données les plus fiables

#### 1000+ enfants nés de GPA bloqués pour cause de Covid-19 en Ukraine, Géorgie et Russie

Il n’existe pas de statistiques officielles sur le nombre d’enfants concernés par la fermeture des frontières. D’après le New York Times, plus de 100 enfants seraient actuellement « stockés » en Ukraine et plus de 1 000 enfants devraient être concernés avant la fin de la crise[[24]](#footnote-24). Le marché ukrainien de la GPA est d’ailleurs estimé à 1 000 – 2 000 enfants / an[[25]](#footnote-25). En Géorgie, des récits évoquent une trentaine de nouveau-nés « stockés » uniquement pour la *Chachava Clinic* à cause de la fermeture des frontières[[26]](#footnote-26). En Russie, au moins 5 enfants nés de GPA pour des clients chinois seraient bloqués à l’hôpital n°17 de St Pétersbourg[[27]](#footnote-27).

There are no official statistics on the number of children affected by the border closures. According to the New York Times, more than 100 children are currently "in storage" in Ukraine and more than 1,000 children are expected to be affected before the end of the crisis. The Ukrainian surrogacy market is estimated at 1,000 - 2,000 children / year. In Georgia, stories evoke around thirty newborns "stored" only for the Chachava Clinic because of the border closures. In Russia, at least 5 children born to surrogacy for Chinese clients are believed to be stranded in St. Petersburg Hospital No.17

#### 10 000+ tentatives de GPA aux Etats-Unis annuellement avant la crise de la Covid-19

Aux Etats-Unis, d’après les données publiques de l’agence fédérale CDC, 4,2% des 284 385 actes de procréation assistée (ART) réalisés en 2017 étaient des GPA[[28]](#footnote-28). Cela représenterait plus de 10 000+ tentatives de GPA (domestiques et internationales) par an.

Ainsi le nombre d’enfants nés de GPA et concernés par le confinement (qui touche aussi les GPA domestiques, car les déplacements entre les Etats se sont compliqués) se chiffre en milliers aux Etats-Unis pour l’année 2020[[29]](#footnote-29).

In the United States, according to public data from the federal agency CDC, 4.2% of the 284,385 assisted reproduction procedures (ART) performed in 2017 were surrogates. This would represent more than 10,000+ surrogacy attempts (domestic and international) per year.

Thus, the number of children born of surrogacy and affected by confinement (which also affects domestic surrogacy, because travel between states has become complicated) is in the thousands in the United States for the year 2020.

#### Un marché estimé de 50 000+ enfants / an

Des études de marché estiment au niveau mondial l’ampleur du business de la GPA. *Global Market Insights* a publié en 2019 une étude regroupant les données de 13 cliniques de GPA différentes dans 16 pays pour conclure que la GPA représente un marché de 5,5 Milliard de dollars en 2018[[30]](#footnote-30).

Compte-tenu du prix moyen d’une GPA selon les pays, on peut conclure que plus de 60 000 enfants seraient nés de GPA en 2018. (Rappelons qu’avant la fermeture du marché indien en 2015 aux couples étrangers, plus de 25 000 enfants y seraient nés de GPA[[31]](#footnote-31)).

En regroupant l’ensemble des informations, l’estimation de **1 000 – 10 000 enfants nés de GPA** dans le monde au 1er semestre 2020 et « en attente de livraison » pour cause de Covid-19 semble être une fourchette basse.

Global market studies estimate the scale of the surrogacy business. Global Market Insights published in 2019 a study combining data from 13 different surrogacy clinics in 16 countries to conclude that surrogacy represents a market of 5.5 billion dollars in 2018.

Taking into account the average price of surrogacy depending on the country, we can conclude that more than 60,000 children were born from surrogacy in 2018. (Remember that before the closure of the Indian market in 2015 to foreign couples, more than 25,000 children would have been born there to GPA).

Putting all the information together, the estimate of 1,000 - 10,000 children born to surrogacy worldwide in the first half of 2020 and "awaiting delivery" due to Covid-19 appears to be a low range.

QUESTION 3: COLLECTING DATA ON CHILD ABUSE: MERCHANT INTERMEDIATES AS THE MOST RELIABLE DATA PROVIDERS

I) 1000+ CHILDREN BORN OF GPA BLOCKED FOR CAVID-19 IN UKRAINE, GEORGIA AND RUSSIA

There are no official statistics on the number of children affected by the border closures. According to the New York Times, more than 100 children are currently "stored" in Ukraine and more than 1,000 children should be affected before the crisis ends. The Ukrainian surrogacy market is estimated at 1,000 - 2,000 children / year. In Georgia, accounts evoke about thirty newborn babies "stored" only for the Chachava Clinic because of the closing of the borders. In Russia, at least 5 children born to GPA for Chinese clients are said to be stranded at the No. 17 Hospital in St Petersburg.

II) 10,000+ GPA ATTEMPTS IN THE UNITED STATES ANNUALLY BEFORE THE COVID-19 CRISIS

In the United States, according to public data from the federal agency CDC, 4.2% of the 284,385 acts of assisted procreation (ART) performed in 2017 were GPA. This would represent more than 10,000+ GPA attempts (domestic and international) per year.

Thus, the number of children born in GPA and affected by confinement (which also affects domestic GPA, because movement between states has become more complicated) is in the United States for the year 2020.

III) AN ESTIMATED MARKET OF 50,000+ CHILDREN / YEAR

Market research estimates the scale of the ABM business worldwide. Global Market Insights published in 2019 a study combining data from 13 different surrogacy clinics in 16 countries to conclude that surrogacy represents a market of 5.5 billion dollars in 2018.

Taking into account the average price of a GPA according to the countries, we can conclude that more than 60,000 children would have been born of GPA in 2018. (Remember that before the closing of the Indian market in 2015 to foreign couples, more than 25,000 children would have been born there from GPA).

By aggregating all the information, the estimate of 1,000 - 10,000 children born in GPA worldwide in the first half of 2020 and "awaiting delivery" due to Covid-19 seems to be a low range.

#### L’avis de Juristes pour l’enfance

1. Un grand nombre d**es données concernant les enfants nés de GPA proviennent des intermédiaires marchands**. Nous invitons le *Rapporteur spécial* à mettre en place une base de données mondiale sur la GPA alimentée par les parquets nationaux et les délégués aux droits des enfants pour pouvoir identifier et quantifier les victimes – enfants et mères porteuses - de GPA.

## **QUESTION 4 : Accès à la santé, à l’éducation, aide juridique :** la GPA, une situation à risque pour l’enfant sur le plan sanitaire et juridique

#### Toute GPA expose l’enfant à d’importants risques sanitaires et la Covid aggrave la situation

L’écart entre les connaissances scientifiques sur le développement des enfants et la pratique de la GPA est saisissant. **La séparation d’un enfant de sa mère (porteuse) qu’organise la GPA est en effet reconnue comme un facteur de risque.** Une étude sur plus de 2000 familles a montré que la simple séparation d’un enfant en bas âge avec sa mère pendant une semaine ou plus se traduit par une modification de long-terme de son comportement, avec plus d’agressivité[[32]](#footnote-32). Dans le *London Journal of Primary Care,* R. Winston et R. Chicot estiment ainsi :

“*there is increasing evidence from the fields of development psychology, neurobiology and animal epigenetic studies that neglect, parental inconsistency and a lack of love can lead to long-term mental health problems as well as to reduced overall potential and happiness*”[[33]](#footnote-33).

Le risque pour l’enfant se situe aussi en amont pendant la grossesse. Un consensus scientifique s’est établi sur l’importance du continuum entre la grossesse et les premières années de vie de l’enfant pour son développement[[34]](#footnote-34). Le neuropsychiatre Boris Cyrulnik indique que le stress d’une mère pendant la grossesse, lié à l’isolement ou la précarité va provoquer des altérations cérébrales chez le nouveau-né qui peuvent s’installer durablement si l’on ne fait rien[[35]](#footnote-35). Or, l’environnement difficile dans lequel évoluent les mères porteuses correspond en de nombreux points aux risques cités. Sans parler du stress lié à l’obligation pour la mère porteuse de se plier à des règles strictes définies par les commanditaires et/ou l’agence.

The gap between the scientific knowledge about child development and the practice of surrogacy is stark. The separation of a child from its mother (surrogate) organized by surrogacy is indeed recognized as a risk factor. A study of more than 2,000 families has shown that the simple separation of a toddler from his mother for a week or more results in a long-term change in his behavior, with more aggression. In the London Journal of Primary Care, R. Winston and R. Chicot state:

“There is increasing evidence from the fields of development psychology, neurobiology and animal epigenetic studies that neglect, parental inconsistency and a lack of love can lead to long-term mental health problems as well as to reduced overall potential and happiness”.

The risk for the child is also upstream during pregnancy. A scientific consensus has emerged on the importance of the continuum between pregnancy and the first years of a child’s life for their development. Neuropsychiatrist Boris Cyrulnik indicates that the stress of a mother during pregnancy, linked to isolation or precariousness, will cause brain changes in the newborn which can set in for a long time if nothing is done. However, the difficult environment in which surrogate mothers operate corresponds in many ways to the risks mentioned. Not to mention the stress associated with having the surrogate mother comply with strict rules defined by the sponsors and / or the agency.

**Ces risques sont passés sous silence dans les GPA alors qu’ils sont pris en compte dans tout autre contexte.**

La crise de la Covid-19 aggrave les risques auxquels l’enfant est exposé : séparation à la naissance avec sa mère porteuse, privation d’un cadre stable, soins inappropriés, carence affective, etc… et ce pendant une longue période. Pourtant ces risques ne sont pas le fait de la Covid-19, mais du contrat passé entre la mère porteuse, l’agence et ceux qui ont commandé ces enfants[[36]](#footnote-36).

Enfin, **ni les clients (qui sont à l’étranger), ni les services de protection de l’enfance ne contrôlent la qualité des soins** apportés aux enfants. Ces soins ont en majorité été prodigués par la structure qui a organisé la GPA, intermédiaire à but lucratif du contrat, qui emploie des infirmiers soumis pendant la crise à des rythmes de travail importants voir excessifs[[37]](#footnote-37).

The Covid-19 crisis worsens the risks to which the child is exposed: separation at birth from his surrogate mother, deprivation of a stable environment, inappropriate care, emotional deprivation, etc ... and this for a long time. However, these risks are not due to Covid-19, but to the contract between the surrogate mother, the agency and those who ordered these children.

Finally, neither the clients (who are abroad) nor the child protection services monitor the quality of care provided to the children. Most of this care was provided by the structure that organized surrogacy, a for-profit intermediary under the contract, which employs nurses subjected during the crisis to high or even excessive work rates.

THE ADVICE OF CHILDHOOD JURISTS

3. Much of the data for children born in GPA comes from market intermediaries. We invite the Special Rapporteur to set up a global database on surrogacy, fed by national prosecution offices and children's rights representatives, in order to be able to identify and quantify the victims - children and surrogate mothers - of surrogacy.

QUESTION 4: ACCESS TO HEALTH, EDUCATION, LEGAL AID: GPA, A RISK SITUATION FOR THE CHILD ON THE HEALTH AND LEGAL LEVEL

(I) ANY GPA EXPOSES THE CHILD TO SIGNIFICANT HEALTH RISKS AND COVID AGGRAVATES THE SITUATION

The gap between scientific knowledge on child development and the practice of surrogacy is striking. The separation of a child from its surrogate mother organized by surrogacy is indeed recognized as a risk factor. A study of more than 2,000 families has shown that the simple separation of an infant from his mother for a week or more results in a more aggressive long-term change in behavior. In the London Journal of Primary Care, R. Winston and R. Chicot estimate:

“There is increasing evidence from the fields of development psychology, neurobiology and animal epigenetic studies that neglect, parental inconsistency and a lack of love can lead to long-term mental health problems as well as to reduced overall potential and happiness”.

The risk for the child is also located upstream during pregnancy. A scientific consensus has been established on the importance of the continuum between pregnancy and the child's first years of life for its development. Neuropsychiatrist Boris Cyrulnik says that a mother's stress during pregnancy, linked to isolation or precariousness, will cause brain damage in the newborn that can become permanent if nothing is done. However, the difficult environment in which surrogate mothers live corresponds in many ways to the risks mentioned. Not to mention the stress of having the surrogate comply with strict rules set by the sponsors and / or the agency.

These risks are ignored in the GPA while they are taken into account in any other context.

The Covid-19 crisis aggravates the risks to which the child is exposed: separation at birth from his surrogate mother, deprivation of a stable environment, inappropriate care, emotional deprivation, etc. for a long period of time. However, these risks are not the result of Covid-19, but of the contract between the surrogate mother, the agency and those who ordered these children.

Finally, neither clients (who are abroad) nor child protection services monitor the quality of care provided to children. The majority of this care was provided by the structure which organized the GPA, a for-profit intermediary in the contract, which employs nurses who were subjected during the crisis to significant or even excessive working hours.

#### Les enfants nes de GPA exclus de tout cadre protecteur, comme celui de l’adoption

Les efforts de la communauté internationale dans les dernières années pour protéger les enfants des intérêts financiers et commerciaux en matière d’adoption internationale s’avèrent totalement inefficaces face aux contrats de GPA.

La crise de la Covid-19 souligne à quel point les droits des enfants sont atteints dans les situations de GPA, notamment internationales. Ce sont bien les contrats de GPA qui font obstacle à la mise en place de cadres protecteurs identiques à ceux de l’adoption. En 2015, les juges du Tribunal Fédéral Suisse ont comparé la GPA internationale à un contournement du droit de l’adoption[[38]](#footnote-38) pour insister sur l’absence de mécanismes protecteurs de l’enfant[[39]](#footnote-39).

En 2017, la CEDH a reconnu qu’il était dans l’intérêt d’un enfant né de GPA âgé de 6 mois d’être placé dans le circuit de l’adoption, plutôt que de vivre avec les parents d’intention. Dans cette affaire *Paradiso*, les ressortissants italiens avaient eu recours à une GPA parce qu’ils n’étaient plus éligibles à l’adoption[[40]](#footnote-40). La CEDH conclut que l’adoption est là pour protéger les enfants :

« *En effet, la Cour juge légitime au regard de l’article 8 § 2 la volonté des autorités italiennes de réaffirmer* ***la compétence exclusive de l’État pour reconnaître un lien de filiation*** *– et ce uniquement en cas de lien biologique ou d’adoption régulière –* ***dans le but de préserver les enfants****.* »[[41]](#footnote-41)

The efforts of the international community in recent years to protect children from financial and commercial interests in intercountry adoption have proven to be totally ineffective in the face of surrogacy contracts.

The Covid-19 crisis underscores the extent to which children's rights are violated in surrogacy situations, especially international ones. It is surrogacy contracts that stand in the way of putting in place protective frameworks identical to those of adoption. In 2015, the judges of the Swiss Federal Court compared international surrogacy to a circumvention of adoption law to insist on the absence of child protection mechanisms.

In 2017, the ECHR recognized that it was in the best interests of a child born to surrogacy aged 6 months to be placed in the adoption circuit, rather than living with the intended parents. In this Paradiso case, Italian nationals had resorted to surrogacy because they were no longer eligible for adoption. The ECHR concludes that adoption is there to protect children:

“Indeed, the Court considers legitimate under Article 8 § 2 the will of the Italian authorities to reaffirm the exclusive competence of the State to recognize a bond of filiation - and this only in the event of biological bond or adoption regular - with the aim of preserving children. "

####

#### L’avis de Juristes pour l’enfance

1. La GPA est une grave menace pour le développement et la sécurité des enfants. Nous invitons le *Rapporteur spécial* à réaffirmer que la vente d’enfants ne porte pas seulement atteinte aux « principes » du droit international, mais est concrètement préjudiciable aux enfants.
2. Les risques sanitaires des enfants nés de GPA ne sont pas reconnus. Nous invitons le *Rapporteur spécial* à rappeler aux Etats qu’ils doivent assurer la même protection à tous les enfants nés sur leur sol.
3. L’enfant issu de la GPA est exclu du cadre protecteur de l’adoption internationale. Nous invitons le *Rapporteur spécial* à demander aux États de ne pas laisser les garanties assurées aux enfants en matière d’adoption internationale contournées du fait de leur complaisance à l’égard de la GPA.

Surrogacy is a serious threat to the development and security of children. We invite the Special Rapporteur to reaffirm that the sale of children not only violates "principles" of international law, but is tangibly harmful to children.

5. The health risks of children born to surrogacy are not recognized. We invite the Special Rapporteur to remind States that they must ensure the same protection for all children born on their soil.

6. The child resulting from surrogacy is excluded from the protective framework of intercountry adoption. We call on the Special Rapporteur to call on States not to allow the guarantees afforded to children of intercountry adoption bypassed due to their complacency with surrogacy.

(II) CHILDREN BORN OF GPA EXCLUDED FROM ANY PROTECTIVE FRAMEWORK, LIKE THAT OF ADOPTION

Efforts by the international community in recent years to protect children from financial and commercial interests in intercountry adoption have proven to be completely ineffective in dealing with surrogacy contracts.

The Covid-19 crisis underscores the extent to which children's rights are affected in surrogacy situations, particularly international ones. It is indeed the surrogacy contracts that prevent the establishment of protective frameworks identical to those of adoption. In 2015, the judges of the Swiss Federal Court compared international surrogacy to a circumvention of the adoption law to insist on the absence of protective mechanisms for children.

In 2017, the ECHR recognized that it was in the best interests of a child born of GPA aged 6 months to be placed in the adoption circuit, rather than living with the intended parents. In this Paradiso case, Italian nationals had used surrogacy because they were no longer eligible for adoption. The ECHR concludes that adoption is there to protect children:

“In fact, the Court considers legitimate under Article 8 § 2 the will of the Italian authorities to reaffirm the exclusive competence of the State to recognize a bond of descent - and this only in the event of a biological bond or of adoption regular - in order to preserve children. "

THE ADVICE OF CHILDHOOD JURISTS

4. ABM is a serious threat to the development and safety of children. We invite the Special Rapporteur to reaffirm that the sale of children not only violates the "principles" of international law, but is actually detrimental to children.

5. The health risks of children born from GPA are not recognized. We invite the Special Rapporteur to remind States that they must provide the same protection to all children born on their soil.

6. A child born out of surrogacy is excluded from the protective framework of intercountry adoption. We invite the Special Rapporteur to ask States not to leave the guarantees for children adopted in respect of intercountry adoption bypassed because of their complacency with respect to surrogacy.

## **QUESTION 5 : Quelles solutions mettre en place ? :** La société civile internationale et son appel à interdire la GPA

La solitude des enfants nés de GPA, notamment médiatisée par le scandale de la vidéo de la clinique ukrainienne Biotexcom, a choqué l’opinion publique de nombreux Etats. Pourtant des acteurs du secteur ont accru leur lobbying pour que les Etats qui ne reconnaissent pas la GPA avalisent les situations créées à l’étranger, en permettant aux clients de GPA de se rendre à l’étranger pour récupérer les nouveau-nés. Certains vont jusqu’à souhaiter que les pays restreignant ou interdisant la GPA importent le modèle de la GPA commerciale[[42]](#footnote-42).

A l’opposé, des acteurs locaux comme internationaux ont appelé à l’abolition de l’exploitation reproductive des femmes. Le commissaire du président ukrainien aux droits de l'enfant, Nikolai Kuleba, s’est effaré de ce que « *l’Ukraine devient un supermarché international en ligne pour les bébés » [[43]](#footnote-43)* et a appelé à l’interdiction totale de la GPA dans son pays. Les évêques catholiques ukrainiens se sont également indignés :

« *Une telle démonstration de mépris pour la personne humaine et sa dignité, rendue possible par la légalisation de la maternité de substitution, est inacceptable »*[[44]](#footnote-44)*.*

Au niveau international, un communiqué de 200 associations féministes du monde demande l’interdiction de l’exploitation reproductive, relevant que :

« *Cette situation a mis en lumière le système inhumain créé par le développement du tourisme reproductif. […]. La situation actuelle en Ukraine a conduit à une exploitation massive de femmes appauvries et souligne la nécessité de renforcer la protection des droits des femmes.* » [[45]](#footnote-45)

The loneliness of children born to surrogacy, particularly publicized by the scandal of the video of the Ukrainian clinic Biotexcom, has shocked public opinion in many states. Yet industry players have increased their lobbying for states that do not recognize surrogacy to endorse situations created abroad, by allowing surrogacy clients to travel abroad to pick up newborns. Some go so far as to want countries restricting or banning surrogacy to import the model of commercial surrogacy.

In contrast, local and international actors have called for the abolition of reproductive exploitation of women. Ukrainian President's Commissioner for Children's Rights Nikolai Kuleba is appalled that "Ukraine is becoming an international online supermarket for babies" and called for a total ban on surrogacy in his country . The Ukrainian Catholic bishops were also outraged:

"Such a display of contempt for the human person and his or her dignity, made possible by the legalization of surrogacy, is unacceptable".

At the international level, a statement from 200 feminist associations around the world calls for the prohibition of reproductive exploitation, noting that:

“This situation has brought to light the inhuman system created by the development of reproductive tourism. […]. The current situation in Ukraine has led to massive exploitation of impoverished women and highlights the need to strengthen the protection of women's rights. "

#### L’avis de Juristes pour l’enfance

1. Comme nous l’avons dit dès le mois de mai 2020**[[46]](#footnote-46)**, nous invitons le *Rapporteur spécial* à appeler à la fermeture de toutes les cliniques, agences et sociétés spécialisées dans le GPA, et à la saisie de leurs biens en vue de la création de fondations destinées à venir en aide aux enfants (orphelinats, organismes d’aide à des mères en détresse, organismes de parrainage d’enfants et de soutien aux familles).
2. Nous invitons le *Rapporteur spécial* à soutenir et promouvoir l’adoption d’une convention internationale prohibant la GPA.

QUESTION 5: WHAT SOLUTIONS TO IMPLEMENT? : INTERNATIONAL CIVIL SOCIETY AND ITS CALL TO PROHIBIT GPA

The loneliness of children born in GPA, notably mediated by the video scandal at the Ukrainian clinic Biotexcom, has shocked public opinion in many states. However, players in the sector have increased their lobbying so that states that do not recognize surrogacy will endorse situations created abroad, by allowing surrogate clients to go abroad to collect newborn babies. Some go so far as to wish that countries restricting or prohibiting surrogacy import the commercial surrogacy model.

In contrast, local and international actors have called for an end to the reproductive exploitation of women. The President's Commissioner for Children's Rights, Nikolai Kuleba, was alarmed by the fact that "Ukraine is becoming an international online supermarket for babies" and called for a total ban on surrogacy in his country. . The Ukrainian Catholic bishops were also indignant:

"Such a display of contempt for the human person and his dignity, made possible by the legalization of surrogacy, is unacceptable".

At an international level, a press release from 200 feminist associations around the world calls for a ban on reproductive exploitation, noting that:

“This situation has highlighted the inhuman system created by the development of reproductive tourism. […]. The current situation in Ukraine has led to the massive exploitation of impoverished women and highlights the need to strengthen the protection of women's rights. "

THE ADVICE OF CHILDHOOD JURISTS

7. As we said as early as May 2020, we invite the Special Rapporteur to call for the closure of all clinics, agencies and companies specializing in GPA, and the seizure of their assets with a view to the creation foundations intended to help children (orphanages, organizations that help mothers in distress, organizations that sponsor children and support families).

8. We invite the Special Rapporteur to support and promote the adoption of an international convention prohibiting surrogacy.

## **QUESTION 6 : Des cadres juridiques défaillants**: l’interdit de la GPA comme seule mesure efficace pour protéger l’enfant

#### L’impossible régulation de la GPA commerciale amplifie les atteintes aux droits des enfants

Dans les pays qui autorisent la GPA commerciale, différentes tentatives de régulation ont été mises en place. Les témoignages et récits montrent que ces régulations sont inefficaces. L’Etat – ou toute autorité de contrôle – est en effet volontairement tenu à l’écart des contrats de GPA[[47]](#footnote-47) qui sont des contrats de droit privé ou une forme « d’*adoption privée fondée sur une relation contractuelle entre les parties* [[48]](#footnote-48)». Par conséquent, l’Etat n’intervient qu’*a posteriori* si une des parties (clients, intermédiaires financiers ou mère porteuse) dénonce le contrat.

L’exclusion du contrôle de l’État est renforcée dans les GPA internationales. L’enfant subit le contournement des règles locales de GPA, avec des atteintes supplémentaires comme :

* Abandon d’enfant nés de GPA par les clients, comme dans l’affaire du *Baby Gammy* en 2014[[49]](#footnote-49)
* Erreurs dans le patrimoine génétique utilisé, comme dans *l’affaire Paradiso* de la CEDH cité ci-dessus[[50]](#footnote-50)
* Récits récurrents de gestation en contravention avec la législation locale en Ukraine[[51]](#footnote-51), en Thaïlande[[52]](#footnote-52) ou au Cambodge[[53]](#footnote-53)
* Sélection par le sexe des embryons hors du cadre légal.[[54]](#footnote-54)

**Ces pratiques abusives ne peuvent pas être séparées des pratiques légales, mais les accompagnent au contraire.** Les abus concernent les Etats qui ont autorisé la GPA (Ukraine, Russie[[55]](#footnote-55), Géorgie) et sont pratiqués par des cliniques reconnues (« Biotexcom »[[56]](#footnote-56) ou « Lotus »[[57]](#footnote-57)).

In countries that allow commercial surrogacy, various attempts at regulation have been put in place. Testimonies and stories show that these regulations are ineffective. The state - or any supervisory authority - is in fact deliberately kept away from surrogacy contracts which are private law contracts or a form of "private adoption based on a contractual relationship between the parties". Consequently, the State only intervenes a posteriori if one of the parties (clients, financial intermediaries or surrogate mother) terminates the contract.

The exclusion from state control is reinforced in international surrogacy. The child experiences the circumvention of local surrogacy rules, with additional harm such as:

- Abandonment of children born to surrogacy by clients, as in the Baby Gammy case in 2014

- Errors in the genetic heritage used, as in the Paradiso case of the ECHR cited above

- Recurring pregnancy stories in contravention of local legislation in Ukraine, Thailand or Cambodia

- Selection by sex of embryos outside the legal framework.

These abusive practices cannot be separated from legal practices, but rather accompany them. The abuses concern the states which have authorized surrogacy (Ukraine, Russia, Georgia) and are practiced by recognized clinics (“Biotexcom” or “Lotus”).

#### Le glissement vers la GPA commerciale au Canada et au Royaume-Uni

L’actualité récente témoigne d’un glissement, dans les pays qui l’ont autorisée, de la GPA non commerciale vers la GPA commerciale.

**Au Canada**, une enquête du média CBC News a ainsi mis en évidence la lucrativité des GPA prétendument non commerciales pour les agences et cliniques, ainsi que l’extorsion de frais injustifiés par les nécessités de la grossesse aux clients de GPA (jusqu’à $2,000 par mois de « remboursement de frais » uniquement pour la mère porteuse) [[58]](#footnote-58). L’enquête souligne également les pressions subies par les mères porteuses pour enchaîner les grossesses au péril de leur santé[[59]](#footnote-59).

**Au Royaume-Uni,** pays qui organise la GPA non commerciale, un arrêt de la Cour Suprême du 1er avril 2020 a avalisé le recours à une GPA commerciale.[[60]](#footnote-60) La Cour a permis à la plaignante - victime d’une erreur médicale provoquant son infertilité - de se voir rembourser par le système de santé public britannique son recours à une GPA commerciale aux Etats-Unis. La Cour dessine en creux l’échec du système britannique de GPA non commerciale :

« *There is nothing to stop agencies based abroad from helping to make surrogacy arrangements on a commercial basis abroad.* ***Nor is there anything to stop commissioning parents and surrogate mothers from making their arrangements directly, either here or abroad, even on a commercial basis****. The Review for Health Ministers of Current Arrangements for Payments and Regulation, chaired by Professor Margaret Brazier (1998) (Cm 4068), recommended that* ***payments to the surrogate mother be expressly limited to expenses occasioned by the pregnancy; but this has not been implemented****. Agreements for such payments are, of course, unenforceable and could result in the refusal of a parental order. As seen above, however, that is highly unlikely*.»[[61]](#footnote-61)

QUESTION 6: DEFECTIVE LEGAL FRAMEWORKS: PROHIBITING GPA AS THE ONLY EFFECTIVE MEASURE TO PROTECT THE CHILD

I) THE IMPOSSIBLE REGULATION OF COMMERCIAL GPA AMPLIFIES VIOLATIONS OF CHILDREN'S RIGHTS

In countries that authorize commercial surrogacy, various attempts at regulation have been put in place. Evidence and accounts show that these regulations are ineffective. The state - or any supervisory authority - is voluntarily kept away from surrogacy contracts which are private law contracts or a form of "private adoption based on a contractual relationship between the parties". Consequently, the State only intervenes a posteriori if one of the parties (customers, financial intermediaries or surrogate mother) denounces the contract.

The exclusion of state control is reinforced in international GPAs. The child undergoes the circumvention of local GPA rules, with additional violations such as:

- Abandonment of children born of GPA by customers, as in the Baby Gammy case in 2014

- Errors in the genetic heritage used, as in the ECHR Paradiso case cited above

- Recurrent stories of gestation in violation of local legislation in Ukraine, Thailand or Cambodia

- Selection by sex of embryos outside the legal framework.

These abusive practices cannot be separated from legal practices, but accompany them on the contrary. The abuses concern the States which have authorized surrogacy (Ukraine, Russia, Georgia) and are practiced by recognized clinics ("Biotexcom" or "Lotus").

II) THE SLIDE TO COMMERCIAL GPA IN CANADA AND THE UNITED KINGDOM

Recent news shows a shift, in countries that have authorized it, from non-commercial surrogacy to commercial surrogacy.

In Canada, a survey by the CBC News media has highlighted the profitability of allegedly non-commercial GPAs for agencies and clinics, as well as the extortion of unjustified costs by the necessities of pregnancy to GPA clients (up to $ 2,000 per month of “reimbursement of expenses” only for the surrogate mother). The survey also highlights the pressure on surrogate mothers to chain pregnancies at the risk of their health.

In the United Kingdom, the country that organizes non-commercial surrogacy, a judgment of the Supreme Court of April 1, 2020 has endorsed the use of commercial surrogacy. The Court allowed the complainant - the victim of a medical error causing her infertility - to be reimbursed by the British public health system for her use of commercial surrogacy in the United States. The Court draws the hollow of the failure of the British non-commercial GPA system:

"There is nothing to stop agencies based abroad from helping to make surrogacy arrangements on a commercial basis abroad. Nor is there anything to stop commissioning parents and surrogate mothers from making their arrangements directly, either here or abroad, even on a commercial basis. The Review for Health Ministers of Current Arrangements for Payments and Regulation, chaired by Professor Margaret Brazier (1998) (Cm 4068), recommended that payments to the surrogate mother be expressly limited to expenses occasioned by the pregnancy; but this has not been implemented. Agreements for such payments are, of course, unenforceable and could result in the refusal of a parental order. As seen above, however, that is highly unlikely. "

#### L’avis de Juristes pour l’enfance

1. La proposition d’une GPA régulée s’avère intenable tant en principe (l’enfant reste l’objet d’un contrat qui organise en outre l’emprise sur une mère porteuse) que dans les faits. Nous invitons le *Rapporteur spécial* à dénoncer le glissement qui s’opère entre la GPA non commerciale et la GPA commerciale, et à promouvoir l’interdiction de toutes les formes de GPA, seule à même de remplir les objectifs 5.3, 8.7 et 16.2 5 ODD.

## **QUESTION 7 : Plan d’action en période de Covid-19 :** l’absence de politique – avant ou pendant la Covid-19 – en faveur des enfants nés de GPA

**Ce sont les intermédiaires marchands qui ont assuré la prise en charge des enfants pendant la crise du Covid, tandis que les services de protection de l’enfance ont été tenus à l’écart**. Leur intervention est pourtant possible : dans l’affaire Paradiso de la CEDH (cité en question 4), les services de protection de l’enfance italiens ont placé l’enfant en famille d’accueil sous la protection de l’adoption.

Le traitement qu’ont subi les nourrissons pendant la crise sanitaire pourrait engendrer de séquelles voire des handicaps (cf. question 4) et / ou être cause d’abandon. Or, l’abandon d’enfant né d’une GPA par ses commanditaires, notamment pour cause de handicap, semble être le cas d’intervention le plus fréquent de la protection de l’enfance dans les pays « producteurs ».

Un reportage de la chaîne ABC News avait attiré l’attention sur le cas de Bridget[[62]](#footnote-62). Née d’une GPA commandée par un couple américain en Ukraine, cette enfant née prématurément avait connu de lourds soucis de santé et avait été en conséquence abandonnée par les commanditaires. Agée de maintenant 4 ans, Bridget poursuit son développement à Zaporizhzhyaet a récemment rejoint le circuit classique de l’adoption[[63]](#footnote-63). Une nouvelle affaire qui rappelle celle du bébé Gammy, nouveau-né trisomique né de GPA en Thaïlande en 2014 et abandonné par le couple commanditaire australien qui avait en même temps récupéré sa sœur jumelle en bonne santé[[64]](#footnote-64).

Les témoignages sur la fréquence de ces cas étaient déjà alarmants avant la Covid : au moins 10 cas recensés par le commissaire aux droits de l'homme du Parlement ukrainien, Nikolai Kuleba[[65]](#footnote-65), en 2018. Il a encore été estimé que la moitié des nouveau-nés accueillis par les orphelinats de ce pays sont des laissés pour compte de contrats de GPA[[66]](#footnote-66).

#### L’avis de Juristes pour l’enfance

1. Il est alarmant que des pratiques d’abandon d’enfants se développent avec une telle fréquence avec les systèmes de GPA. La seule solution consiste en l’interdiction totale de la GPA, à laquelle nous invitons encore une fois le *Rapporteur spécial*.

**THE ADVICE OF CHILDHOOD JURISTS**

**9. The proposal for a regulated surrogacy proves untenable both in principle (the child remains the subject of a contract which also organizes the control over a surrogate mother) and in fact. We invite the Special Rapporteur to denounce the shift that is taking place between non-commercial and commercial surrogacy, and to promote the prohibition of all forms of surrogacy, which alone is capable of fulfilling objectives 5.3, 8.7 and 16.2 5 SDGs .**

**QUESTION 7: COVID-19 PERFORMANCE PLAN: LACK OF POLICY - BEFORE OR DURING COVID-19 - IN FAVOR OF GPA-BORN CHILDREN**

**It was the market intermediaries who took care of the children during the Covid crisis, while the child protection services were kept out. Their intervention is however possible: in the ECHR Paradiso case (cited in question 4), the Italian child protection services placed the child in foster care under the protection of the adoption.**

**The treatment infants underwent during the health crisis could lead to sequelae or even disabilities (see question 4) and / or be a cause of abandonment. However, the abandonment of a child born of a GPA by its sponsors, notably because of disability, seems to be the most frequent case of child protection intervention in "producing" countries.**

**An ABC News report drew attention to the Bridget case. Born of a GPA commissioned by an American couple in Ukraine, this prematurely born child had suffered serious health concerns and had therefore been abandoned by the sponsors. Now 4 years old, Bridget is continuing her development in Zaporizhzhya and has recently joined the classic adoption circuit. A new case that recalls that of baby Gammy, a newborn child with Down syndrome born from GPA in Thailand in 2014 and abandoned by the Australian sponsor couple who had at the same time recovered his healthy twin sister.**

**Evidence on the frequency of these cases was already alarming before the Covid: at least 10 cases identified by the Commissioner for Human Rights of the Ukrainian Parliament, Nikolai Kuleba, in 2018. It has also been estimated that half of the new- children born in orphanages in this country are left out of PAC contracts.**

**THE ADVICE OF CHILDHOOD JURISTS**

**10. It is alarming that child abandonment practices are developing with such frequency with ABM systems. The only solution is a total ban on surrogacy, to which we once again invite the Special Rapporteur.**

1. [*https://www.un.org/en/ga/search/view\_doc.asp?symbol=A/HRC/37/60*](https://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/HRC/37/60)*, §43 - 51* [↑](#footnote-ref-1)
2. [*https://www.un.org/en/ga/search/view\_doc.asp?symbol=A/HRC/37/60*](https://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/HRC/37/60)*, §63* [↑](#footnote-ref-2)
3. [*https://www.juristespourlenfance.com/2020/04/22/covid-19-comment-la-fermeture-des-frontieres-perturbe-lindustrie-de-la-GPA/*](https://www.juristespourlenfance.com/2020/04/22/covid-19-comment-la-fermeture-des-frontieres-perturbe-lindustrie-de-la-gpa/) [↑](#footnote-ref-3)
4. *Pour la clinique Feskov :* [*https://www.mother-surrogate.com/surrogate-motherhood.html*](https://www.mother-surrogate.com/surrogate-motherhood.html) [↑](#footnote-ref-4)
5. [*https://babygest.com/en/united-states/*](https://babygest.com/en/united-states/) [↑](#footnote-ref-5)
6. [*https://babygest.com/en/surrogacy-abroad/*](https://babygest.com/en/surrogacy-abroad/) [↑](#footnote-ref-6)
7. [*https://www.nytimes.com/2020/05/16/world/europe/ukraine-coronavirus-surrogate-babies.html*](https://www.nytimes.com/2020/05/16/world/europe/ukraine-coronavirus-surrogate-babies.html) [↑](#footnote-ref-7)
8. [*https://www.theguardian.com/lifeandstyle/2020/may/14/surrogates-baby-coronavirus-lockdown-parents-surrogacy*](https://www.theguardian.com/lifeandstyle/2020/may/14/surrogates-baby-coronavirus-lockdown-parents-surrogacy) [↑](#footnote-ref-8)
9. <https://www.opendemocracy.net/en/odr/ukraines-surrogate-mothers-struggle-under-quarantine/> [↑](#footnote-ref-9)
10. [*https://biotexcom.com/the-cost-of-maintaining-a-child-decreased-from-50-euros-to-25/*](https://biotexcom.com/the-cost-of-maintaining-a-child-decreased-from-50-euros-to-25/) [↑](#footnote-ref-10)
11. [*https://eurasianet.org/parents-struggle-to-reach-newborn-surrogates-in-georgia*](https://eurasianet.org/parents-struggle-to-reach-newborn-surrogates-in-georgia) [↑](#footnote-ref-11)
12. [*https://www.youtube.com/watch?v=xPdRx\_L96C0&list=PL4Q8twX\_alivtFC53bQ8Lh35Zzn-nFprx&index=4&t=0s*](https://www.youtube.com/watch?v=xPdRx_L96C0&list=PL4Q8twX_alivtFC53bQ8Lh35Zzn-nFprx&index=4&t=0s) [↑](#footnote-ref-12)
13. [*https://www.un.org/en/ga/search/view\_doc.asp?symbol=A/HRC/37/60*](https://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/HRC/37/60)*, §29* [↑](#footnote-ref-13)
14. [*https://www.leparisien.fr/societe/confinement-l-appel-a-l-aide-d-une-normande-dont-le-bebe-doit-naitre-par-GPA-en-ukraine-14-04-2020-8299311.php*](https://www.leparisien.fr/societe/confinement-l-appel-a-l-aide-d-une-normande-dont-le-bebe-doit-naitre-par-GPA-en-ukraine-14-04-2020-8299311.php) [↑](#footnote-ref-14)
15. [*https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/le-ministere-et-son-reseau/actualites-du-ministere/informations-coronavirus-covid-19/coronavirus-declarations-et-communiques/article/covid-19-ukraine-q-r-extrait-du-point-de-presse-24-04-20*](https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/le-ministere-et-son-reseau/actualites-du-ministere/informations-coronavirus-covid-19/coronavirus-declarations-et-communiques/article/covid-19-ukraine-q-r-extrait-du-point-de-presse-24-04-20) [↑](#footnote-ref-15)
16. [*https://clavin-richard.com/le-conseil-detat-refuse-de-contraindre-letat-francais-a-permettre-a-ses-nationaux-de-retrouver-leurs-enfants-nes-de-GPA-en-ukraine/*](https://clavin-richard.com/le-conseil-detat-refuse-de-contraindre-letat-francais-a-permettre-a-ses-nationaux-de-retrouver-leurs-enfants-nes-de-GPA-en-ukraine/) [↑](#footnote-ref-16)
17. [*http://www.exteriores.gob.es/Portal/en/SalaDePrensa/NotasdePrensa/Paginas/2020\_NOTAS\_P/20200325\_NOTA033.aspx*](http://www.exteriores.gob.es/Portal/en/SalaDePrensa/NotasdePrensa/Paginas/2020_NOTAS_P/20200325_NOTA033.aspx) [↑](#footnote-ref-17)
18. <https://www.euronews.com/2020/05/19/incredibly-stressful-uk-mother-on-being-stuck-in-ukraine-with-surrogate-newborn> [↑](#footnote-ref-18)
19. <https://www.leparisien.fr/societe/malgre-le-confinement-sophie-a-pu-voir-son-bebe-ne-d-une-GPA-en-ukraine-11-06-2020-8333610.php> [↑](#footnote-ref-19)
20. [*https://www.iflg.net/informations-sur-le-coronavirus-covid-19-pour-les-parents-dintention-meres-porteuses-donneurs-programmes-dappariement-de-tiers/?lang=fr*](https://www.iflg.net/informations-sur-le-coronavirus-covid-19-pour-les-parents-dintention-meres-porteuses-donneurs-programmes-dappariement-de-tiers/?lang=fr) [↑](#footnote-ref-20)
21. <https://www.creativefamilyconnections.com/us-surrogacy-law-map/> et Arrêt du Tribunal fédéral suisse du 14 septembre 2015, n° 5A\_443/2014, §6.6

Traduit dans l’ouvrage GPA, dire oui ou dire non de Frison-Roche éd. Dalloz 11/2018 (URL : <https://www.boutique-dalloz.fr/gpa-dire-oui-ou-dire-non-p.html> ) [↑](#footnote-ref-21)
22. *https://acitylawfirm.com/coronavirus-and-international-surrogacy-your-baby-is-due-to-be-born-and-you-are-affected-by-the-travel-ban-what-can-you-do/*  [↑](#footnote-ref-22)
23. [*https://www.seattletimes.com/seattle-news/health/foreigners-allowed-into-ukraine-to-get-surrogate-born-babies/*](https://www.seattletimes.com/seattle-news/health/foreigners-allowed-into-ukraine-to-get-surrogate-born-babies/) [↑](#footnote-ref-23)
24. [*https://www.nytimes.com/2020/05/16/world/europe/ukraine-coronavirus-surrogate-babies.html*](https://www.nytimes.com/2020/05/16/world/europe/ukraine-coronavirus-surrogate-babies.html) [↑](#footnote-ref-24)
25. [*https://www.laender-analysen.de/ukraine-analysen/211/leihmutterschaft-in-der-ukraine-aufstieg-und-fall-eines-lukrativen-internationalen-marktes/*](https://www.laender-analysen.de/ukraine-analysen/211/leihmutterschaft-in-der-ukraine-aufstieg-und-fall-eines-lukrativen-internationalen-marktes/) *(traduction :* [*http://claradoc.GPA.free.fr/doc/950.pdf*](http://claradoc.gpa.free.fr/doc/950.pdf)*)* [↑](#footnote-ref-25)
26. [*https://eurasianet.org/parents-struggle-to-reach-newborn-surrogates-in-georgia*](https://eurasianet.org/parents-struggle-to-reach-newborn-surrogates-in-georgia) [↑](#footnote-ref-26)
27. [*http://www.ng.ru/economics/2020-05-26/1\_7870\_motherhood.html*](http://www.ng.ru/economics/2020-05-26/1_7870_motherhood.html) *et* [*https://www.fontanka.ru/2020/06/04/69295285/*](https://www.fontanka.ru/2020/06/04/69295285/) [↑](#footnote-ref-27)
28. *ftp://ftp.cdc.gov/pub/Publications/art/ART-2017-Clinic-Report-Full.pdf* *p.23* [↑](#footnote-ref-28)
29. <https://www.theguardian.com/lifeandstyle/2020/jun/14/family-planning-how-covid-19-has-affected-all-steps-of-surrogacy> [↑](#footnote-ref-29)
30. [*https://www.gminsights.com/industry-analysis/surrogacy-market*](https://www.gminsights.com/industry-analysis/surrogacy-market) [↑](#footnote-ref-30)
31. *Rozée, Virginie, Sayeed Unisa, et Élise de La Rochebrochard. « La gestation pour autrui en Inde », Population & Sociétés, vol. 537, no. 9, 2016, pp. 1-4. ; URL :* [*https://www.cairn.info/revue-population-et-societes-2016-9-page-1.htm#*](https://www.cairn.info/revue-population-et-societes-2016-9-page-1.htm) [↑](#footnote-ref-31)
32. <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC3115616/> [↑](#footnote-ref-32)
33. <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/17571472.2015.1133012?src=recsys> [↑](#footnote-ref-33)
34. « What goes on between parents and babies during pregnancy is important and what goes on in delivery rooms and the early days at home is important too” , URL : <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/02646838.2013.830383?scroll=top&needAccess=true> [↑](#footnote-ref-34)
35. Le neuropsychiatre Boris Cyrulnik préside la commission des 1000 jours, URL : <https://www.lesechos.fr/politique-societe/societe/enfance-tout-se-joue-dans-les-1-000-premiers-jours-1147715> [↑](#footnote-ref-35)
36. <https://fr.aleteia.org/2020/05/14/le-covid-19-nest-pour-rien-dans-labandon-des-enfants-nes-de-gpa/> [↑](#footnote-ref-36)
37. [*https://www.marieclaire.com/health-fitness/a32433196/surrogacy-covid-19-ukraine/*](https://www.marieclaire.com/health-fitness/a32433196/surrogacy-covid-19-ukraine/) [↑](#footnote-ref-37)
38. Arrêt du Tribunal fédéral suisse du 14 septembre 2015, n° 5A\_443/2014, §6.6

Traduit dans l’ouvrage *GPA, dire oui ou dire non* de Frison-Roche éd. Dalloz 11/2018 (URL : <https://www.boutique-dalloz.fr/gpa-dire-oui-ou-dire-non-p.html> ) [↑](#footnote-ref-38)
39. *Arrêt du Tribunal fédéral suisse du 14 septembre 2015, n° 5A\_443/2014, §6.7*

*Traduit dans l’ouvrage GPA, dire oui ou dire non de Frison-Roche éd. Dalloz 11/2018 (URL :* [*https://www.boutique-dalloz.fr/gpa-dire-oui-ou-dire-non-p.html*](https://www.boutique-dalloz.fr/gpa-dire-oui-ou-dire-non-p.html) *)* [↑](#footnote-ref-39)
40. Arrêt Grande Chambre de la CEDH, affaire Paradiso et Campanelli c. Italie, le 24 janvier 2017 (requête n°25358/12), *§10 URL :* [*https://hudoc.echr.coe.int/eng/#{%22itemid%22:[%22001-170867%22]}*](https://hudoc.echr.coe.int/eng/#{%22itemid%22:[%22001-170867%22]}) [↑](#footnote-ref-40)
41. Arrêt Grande Chambre de la CEDH, affaire Paradiso et Campanelli c. Italie, le 24 janvier 2017 (requête n°25358/12), *§177 URL :* [*https://hudoc.echr.coe.int/eng/#{%22itemid%22:[%22001-170867%22]}*](https://hudoc.echr.coe.int/eng/#{%22itemid%22:[%22001-170867%22]}) [↑](#footnote-ref-41)
42. [*https://www.lawsociety.ie/gazette/top-stories/ukraine-images-spark-new-surrogacy-law-calls/*](https://www.lawsociety.ie/gazette/top-stories/ukraine-images-spark-new-surrogacy-law-calls/) [↑](#footnote-ref-42)
43. [*https://www.facebook.com/KulebaMykola/videos/236304637806283/*](https://www.facebook.com/KulebaMykola/videos/236304637806283/) [↑](#footnote-ref-43)
44. [*https://www.vaticannews.va/fr/eglise/news/2020-05/appel-eveques-ukraine-contre-GPA.html*](https://www.vaticannews.va/fr/eglise/news/2020-05/appel-eveques-ukraine-contre-GPA.html) [↑](#footnote-ref-44)
45. [*http://abolition-ms.org/nos-actions-fr/200-organisations-feministes-demandent-linterdiction-de-la-maternite-de-substitution-en-ukraine/*](http://abolition-ms.org/nos-actions-fr/200-organisations-feministes-demandent-linterdiction-de-la-maternite-de-substitution-en-ukraine/) [↑](#footnote-ref-45)
46. [*https://www.juristespourlenfance.com/2020/05/19/scandale-des-bebes-ukrainiens-quelles-solutions-pour-les-enfants/*](https://www.juristespourlenfance.com/2020/05/19/scandale-des-bebes-ukrainiens-quelles-solutions-pour-les-enfants/) [↑](#footnote-ref-46)
47. *GPA, dire oui ou dire non* de Frison-Roche éd. Dalloz 11/2018 (URL : <https://www.boutique-dalloz.fr/gpa-dire-oui-ou-dire-non-p.html> ) [↑](#footnote-ref-47)
48. Arrêt Grande Chambre de la CEDH, affaire Paradiso et Campanelli c. Italie, le 24 janvier 2017 (requête n°25358/12), §202 URL : <https://hudoc.echr.coe.int/eng/#{%22itemid%22:[%22001-170867%22]}> [↑](#footnote-ref-48)
49. <https://www.mamamia.com.au/where-is-baby-gammy-now/> [↑](#footnote-ref-49)
50. Arrêt Grande Chambre de la CEDH, affaire Paradiso et Campanelli c. Italie, le 24 janvier 2017 (requête n°25358/12), §30 URL : <https://hudoc.echr.coe.int/eng/#{%22itemid%22:[%22001-170867%22]}> [↑](#footnote-ref-50)
51. [*https://www.occrp.org/en/daily/12226-ukrainian-police-in-baby-mill-bust*](https://www.occrp.org/en/daily/12226-ukrainian-police-in-baby-mill-bust) [↑](#footnote-ref-51)
52. [*https://www.aseaneconomist.com/thailand-to-probe-chinese-surrogate-gangs/*](https://www.aseaneconomist.com/thailand-to-probe-chinese-surrogate-gangs/)

[*https://www.bangkokpost.com/thailand/general/1926532/surrogacy-gang-arrests-increase-to-22-say-police*](https://www.bangkokpost.com/thailand/general/1926532/surrogacy-gang-arrests-increase-to-22-say-police) [↑](#footnote-ref-52)
53. [*https://www.bangkokpost.com/thailand/general/1926532/surrogacy-gang-arrests-increase-to-22-say-police*](https://www.bangkokpost.com/thailand/general/1926532/surrogacy-gang-arrests-increase-to-22-say-police) [↑](#footnote-ref-53)
54. [*https://www.fontanka.ru/2020/06/04/69295285/*](https://www.fontanka.ru/2020/06/04/69295285/) [↑](#footnote-ref-54)
55. [*https://www.fontanka.ru/2020/06/04/69295285/*](https://www.fontanka.ru/2020/06/04/69295285/)

[*https://www.vesti.ru/videos/show/vid/824094/*](https://www.vesti.ru/videos/show/vid/824094/) [↑](#footnote-ref-55)
56. <https://www.theguardian.com/world/2020/jun/15/the-stranded-babies-of-kyiv-and-the-women-who-give-birth-for-money> [↑](#footnote-ref-56)
57. [*https://www.abc.net.au/news/2019-08-21/australian-parents-warn-about-ukraine-surrogacy-lotus/11426396*](https://www.abc.net.au/news/2019-08-21/australian-parents-warn-about-ukraine-surrogacy-lotus/11426396) [↑](#footnote-ref-57)
58. [*https://www.cbc.ca/news/health/surrogacy-agencies-expenses-costs-oversight-canada-1.5476965?cmp=rss*](https://www.cbc.ca/news/health/surrogacy-agencies-expenses-costs-oversight-canada-1.5476965?cmp=rss) [↑](#footnote-ref-58)
59. <https://www.cbc.ca/news/health/pressure-to-have-multiple-babies-putting-surrogates-at-risk-1.5459957>, [↑](#footnote-ref-59)
60. [*https://www.bailii.org/uk/cases/UKSC/2020/14.html*](https://www.bailii.org/uk/cases/UKSC/2020/14.html) [↑](#footnote-ref-60)
61. [*https://www.bailii.org/uk/cases/UKSC/2020/14.html*](https://www.bailii.org/uk/cases/UKSC/2020/14.html) [↑](#footnote-ref-61)
62. [*https://www.youtube.com/watch?v=0euVSmfVcWc*](https://www.youtube.com/watch?v=0euVSmfVcWc) [↑](#footnote-ref-62)
63. [*https://tsn.ua/ru/ukrayina/rodila-surrogatnaya-mat-v-zaporozhe-ischut-semyu-dlya-devochki-ot-kotoroy-otkazalis-biologicheskie-roditeli-iz-ssha-1560960.html*](https://tsn.ua/ru/ukrayina/rodila-surrogatnaya-mat-v-zaporozhe-ischut-semyu-dlya-devochki-ot-kotoroy-otkazalis-biologicheskie-roditeli-iz-ssha-1560960.html) [↑](#footnote-ref-63)
64. <https://www.mamamia.com.au/where-is-baby-gammy-now/> [↑](#footnote-ref-64)
65. [*https://www.youtube.com/watch?v=0euVSmfVcWc*](https://www.youtube.com/watch?v=0euVSmfVcWc) *26 :07* [↑](#footnote-ref-65)
66. [*https://www.facebook.com/migrantwomeneurope/videos/migrant-women-reality-watch-7-with-maria-dmytriyeva-gender-expert-and-feminist-a/255072419278499/*](https://www.facebook.com/migrantwomeneurope/videos/migrant-women-reality-watch-7-with-maria-dmytriyeva-gender-expert-and-feminist-a/255072419278499/) *14 :10* [↑](#footnote-ref-66)